







# PROCLAMATION.

NOUS ÉTIENNE POLVEREL ET LÉGER-FÉLICITÉ SONTTHONAX, Commissaires Civils de la République, délégués aux Iles françaises de l'Amérique sous le vent, pour y rétablir l'ordre & la tranquillité publique.

Vu l'ordre d'arrestation donné par Polverel le 30 janvier dernier, contre Hanus de Jumécourt, Petit de Villers, Arnaud & Ducoudrai;

La proclamation dudit Polverel, du 2 février dernier, portant aussi ordre d'arrestation contre les deux Dargagneras, frères; Dupaintriel, Coutard, Affait, Mondonville & Thomassin;

Une expédition de la sentence rendue le 9 du présent mois par la sénat-chauffée du Port-au-Prince, qui déclare qu'il n'y a pas lieu à accusation quant aux faits dont la connaissance lui avait été attribuée par la dite proclamation du 2 février dernier, contre Petit de Villers, Arnaud, Ducoudrai, neveu; Affait, Dargagneras, frères, Mondonville & Thomassin, & ordonne que le Commissaire du pouvoir exécutif rendra plainte nouvelle dans le plus bref délai, contre qui & ainsi qu'il appartiendra.

Usons de la faculté qui nous est réservée par l'article IX de la proclamation du 2 février dernier, en tant que les pouvoirs qui nous sont confiés par les décrets du 8 novembre & 5 mars derniers, ainsi que par la lettre du ministre du 13 dudit mois de novembre.

Déclarons lesdits Petit de Villers, Arnaud, Ducoudrai, neveu; Affait, Dargagneras, frères; Mondonville & Thomassin, indignes, par leur incivisme, de la confiance de la république; en conséquence, les destitutions de toutes fonctions civiles & militaires dont ils pourraient être revêtus, les déclarons incapables d'en exercer aucune dans la colonie.

Les dépositions de ladite colonie; en conséquence, leur enjoignons d'en

sortir dans huit jours pour tout délai; ordonnons qu'ils demeureront détenus à la geôle jusqu'au moment de leur embarquement sur un bâtiment neutre, dont le capitaine sera la soumission par écrit de ne les débarquer ni souffrir qu'ils soient débarqués sur aucun point de l'île Saint-Domingue.

Et si, après leur embarquement, aucun d'eux était trouvé dans la colonie, ordonnons à tous dépositaires de la force publique & invitons tous les bons citoyens de courir sus, & de les saisir morts ou vivants.

Requérons le gouverneur-général par intérim des îles sous le vent & les commandans du Nord, de l'Ouest & du Sud de faire notifier le présent ordre audit Petit de Villers, Arnaud, Ducoudrai, neveu; Affait, Dargagneras, frères; Mondonville & Thomassin, & de tenir la main à son exécution, chacun en ce qui les concerne.

Ordonnons que ledit ordre sera imprimé, publié & affiché par-tout où besoin sera, enregistré à la commission intermédiaire, aux deux conseils supérieurs, à tous les tribunaux & toutes les municipalités de la colonie.

Au Cap, le vingt-sept juillet 1793, l'an deux de la République Française.  
POLVEREL. SONTTHONAX.

Par les Commissaires civils de la République.

PICQUENARD, Secrétaire adjoint de la Commission Civile.

AU CAP-FRANÇAIS, de l'Imprimerie de P. CATINEAU, au Carénage, près de la Commission Intermédiaire.

*Donnée copie conforme à l'original*  
*(Signature)*



6 E8  
5137  
1793  
17

RPJCB

09-298

*[Handwritten signature]*



